

personnelles d'Indiens de toutes les parties du pays, et naturellement, leur réaction était identique à la mienne. C'est d'autant plus incompréhensible que le gouvernement était parvenu à établir le dialogue avec les Indiens du Canada. Au cours des dernières années, on avait peu à peu jeté les bases de l'entente et du respect mutuel, ce qui laissait espérer qu'enfin le gouvernement élaborerait une politique, ratifiée par le Parlement du Canada, qui réparerait les graves erreurs dont j'ai parlé.

Juste pour nous remettre les faits en mémoire, je dirai que la plus grande erreur commise à l'endroit de nos aborigènes a été la création de réserves, ou de ghettos, ce qui a réduit à néant le mode de vie indien et ce qui, malheureusement, quand on sait ce qu'impliquent les ghettos, a fait perdre aux Indiens tout espoir de participer à l'épanouissement de notre nation. Il en est résulté que les Indiens, qui ont une culture et un patrimoine dont ils peuvent être fiers, devinrent des parias; ils n'étaient ni des Indiens ni des Canadiens. Ils furent en proie à la discrimination et à l'isolement, à tel point qu'il y a environ une vingtaine d'années, on parlait d'eux comme d'un peuple en voie d'extinction. La seule raison pour laquelle ils disparaissaient, c'est qu'ils étaient décimés par la maladie, à la suite de longues années de négligence.

Pour finir, le gouvernement canadien a reconnu ses obligations vis-à-vis des citoyens indiens et depuis vingt ans, au lieu d'être un peuple en voie de disparition, les Indiens du Canada sont devenus, dans la grande mosaïque canadienne, un des éléments à croissance rapide. Comme je l'ai dit, des progrès ont été réalisés dans d'autres domaines depuis vingt ans. Par exemple, il y a tout juste dix ans, les Indiens ont reçu les droits fondamentaux de citoyenneté et de vote. A la même époque, on a adopté une nouvelle méthode d'éducation permettant du moins aux enfants de nos citoyens indiens de franchir la barrière de la ségrégation des réserves-ghettos et d'aller à l'école avec les autres enfants canadiens suivant le système communautaire en vigueur dans notre pays. Parallèlement, on a essayé d'encourager les citoyens vivant dans les réserves à assumer de plus en plus de responsabilités dans l'administration de leurs propres affaires, dans l'espoir que par la suite, ces réserves deviendront des communautés autonomes administrées suivant les mêmes principes que les municipalités ordinaires.

Au milieu de cette montée vers une citoyenneté à part entière et tous les droits qui s'y rattachent, le ministre soulève une tempête de protestations par sa déclaration

[L'hon. M. Dinsdale.]

prématurée et arbitraire, dont la Chambre a été saisie cet après-midi. La situation a énormément changé. Par suite du droit de vote universel qui leur a été accordé, les Indiens sont devenus beaucoup plus conscients de leurs droits et de leurs responsabilités. Le nouvel enseignement a produit une génération de chefs de file qui ne se contentent plus de ne rien faire et de se laisser manipuler comme des marionnettes par les représentants du Grand Père Blanc. En d'autres termes, le paternalisme, qui était le fléau du régime des réserves, est mort depuis longtemps. Ce nouveau leadership comprend des hommes dont les noms sont maintenant bien connus du public canadien, notamment les présidents des diverses fraternités provinciales et le président de la Fraternité nationale des Indiens.

Le Manitoba a connu une réussite remarquable, il y a à peine un mois. Ce point tournant dans le domaine de la responsabilité économique, l'artisan en fut le chef Dave Courchene, l'un des chefs remarquables et compétents de la collectivité indienne d'aujourd'hui. Le gouvernement provincial permettra désormais aux communautés indiennes d'être entièrement responsables des programmes provinciaux de développement communautaire.

• (4.40 p.m.)

Il est manifeste que le ministre a manqué de sagesse par son annonce prématurée, du fait qu'elle a été condamnée à l'unanimité par les nouveaux chefs indiens. On ne les a pas consultés pour les détails ou, pis encore, le gouvernement et la Direction des affaires indiennes ont choisi de ne tenir aucun compte des consultations tenues ces derniers mois. Cela ressemble à la situation survenue il y a un an, qui a suscité beaucoup de confusion et de consternation chez les Indiens pour devenir une cause célèbre dans tout le pays, lorsque le gouvernement a décidé arbitrairement de supprimer les anciens avantages médicaux sans consultations préalables avec les Indiens. Le gouvernement est revenu sur sa décision, les réunions et les consultations spéciales ont entraîné une réconciliation et l'incident a semblé être salutaire pour le gouvernement.

Mais, chose incroyable, inexplicable et incompréhensible, le ministre fait de nouveau la même erreur. L'annonce qu'il a faite—et d'autres l'ont déjà signalé cet après-midi—ne tient aucun compte de la question fondamentale des droits accordés par traités, des réclamations territoriales, des droits de chasse, et ainsi de suite, sujets qui ont été discutés à satiété à la Chambre et par les Indiens eux-mêmes. Les chefs des Indiens ne seront satisfaits que lorsqu'on aura traité de ces droits